

Echos de Bali 2007

Le réchauffement, nouveau défi à la croissance des pays pauvres

LE MONDE ECONOMIE | 10.12.07

Au grand loto du réchauffement climatique, les pays les plus pauvres savent déjà qu'ils seront perdants-perdants. Perdants parce que, quoique fort peu responsables de l'effet de serre - leurs émissions pèsent moins de 1 % dans le total mondial -, ils en subiront les plus fortes conséquences. Perdants encore parce que la dégradation du milieu naturel, la multiplication des catastrophes climatiques, percutent plus brutalement des économies essentiellement rurales et l'estent d'un aléa supplémentaire les politiques mises en œuvre pour sortir de la pauvreté. Le tableau brossé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), quelques jours avant le sommet mondial sur le climat de Bali, pointe de façon préoccupante les inégalités face au phénomène. Entre 2000 et 2004, plus d'un milliard de personnes ont été victimes de tempêtes, d'inondations ou de la sécheresse, soit plus du double que dans la première moitié des années 1980. Dans 98 % des cas, ces personnes vivaient dans un pays en développement.

À côté des phénomènes extrêmes et médiatisés, le changement climatique introduit de façon plus lente, plus insidieuse, une transformation des sols, des régimes hydriques... Dans leur quatrième rapport, publié le 17 novembre, les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estiment qu'à l'horizon, très proche, de 2020, entre 75 et 250 millions d'Africains supplémentaires pourraient être confrontés à des pénuries d'eau. «Dans certains pays, la chute des rendements agricoles pourrait atteindre 50 % et sérieusement compromettre la sécurité alimentaire», écrivent-ils. D'ici à 2080, si la tendance à l'élévation moyenne des températures se confirme, les terres arides et semi-arides grignoteront jusqu'à 8 % de superficie supplémentaire.

PRIORITÉ SECONDAIRE

En Afrique subsaharienne, principale région concernée avec quelques pays d'Asie comme le Bangladesh, la bataille du développement devient celle de l'environnement. Dans les discours, ce n'est pas totalement nouveau. Depuis le sommet des Nations unies à Johannesburg en 2002, le développement durable s'est même officiellement hissé parmi les priorités de la communauté internationale. Dans la pratique, la réalité est autre. Les bailleurs et les gouvernements du Sud, tout occupés à mobiliser de maigres ressources pour construire routes, écoles et hôpitaux, considèrent la protection de l'environnement comme une priorité secondaire. Question de routine. Question de moyens aussi. Les ministères de l'environnement ont été souvent plus qu'à leur tour mis à mal par la disette budgétaire. «Ce n'est pas un sujet auquel les pays ont jusqu'à présent prêté beaucoup d'attention», confirme John Horberry qui dirige, à Nairobi (Kenya), le Centre pour la pauvreté et l'environnement créé en février par les Nations unies.



Dans ce contexte, le réchauffement est perçu comme une réalité lointaine. «Il est difficile de se préparer quand on ne sait pas précisément ce que l'on doit combattre. Les scénarios des climatologues restent globaux. Or nous savons que les impacts

seront très différents à l'intérieur de chaque pays», explique l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, François Bourguignon, aujourd'hui directeur de l'École d'économie de Paris. «Il faut du temps avant de considérer que la récurrence des inondations ou de la sécheresse traduit une tendance longue, et non pas simplement un raccourcissement des cycles que nous avons l'habitude d'observer», insiste pour sa part Patrick Guillaumont, président du Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi).

L'examen des politiques de dix agences de coopération bilatérales - représentant deux tiers environ de l'assistance internationale - a montré que 0,2 % des projets financés entre 2001 et 2005 avaient pris explicitement en compte le changement climatique. «Les bailleurs ont une vision à trop court terme. L'adaptation au changement climatique doit devenir une préoccupation constante», déplore Richard Manning, le président du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Au Bangladesh ou au Népal, l'OCDE estime que plus de la moitié des projets financés par l'aide sont vulnérables aux effets du réchauffement.

Les Nations unies estiment à 86 milliards de dollars (59 milliards d'euros) par an la somme nécessaire au financement des programmes d'adaptation des pays pauvres aux effets du réchauffement. Presque autant que l'aide au développement. Faute de quoi, les progrès réalisés pour réduire la pauvreté, un engagement pris par la communauté internationale lors de l'adoption des objectifs du Millénaire, risqueraient d'être compromis. Les bailleurs, qui ont déjà le plus grand mal à respecter leurs promesses, notamment vis-à-vis de l'Afrique, seront-ils sensibles à l'argument ? Il n'est pas certain que les pays pauvres obtiennent une réponse à Bali.

Laurence Caramel

Article paru dans l'édition du 11.12.07.